

UNITE

Numéro 35
Octobre 2010

« Si tu ne participes pas à la lutte,
tu participes à la défaite. »

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Bertold Bretch

2 millions le 24 juin

2,7 millions le 7 septembre

3 millions le 23 septembre

3 millions le 2 octobre

3, 5 millions le 12 octobre

3 millions le 16 octobre

3, 5 millions le 19 octobre!

64 % des français favorable au mouvement,

**On peut gagner,
c'est possible,
c'est maintenant !**

Suite à la rentrée lycéenne et universitaire, la mobilisation des jeunes est ascendante dans toute la France. Depuis, le 12 octobre, les jeunes sont de plus en plus visibles dans les manif', c'est grâce à leur mobilisation que nous sommes plus de 3,5 millions dans les rues. Les AG, les blocages et les manifestations se multiplient un peu partout. En effet, après plusieurs mois de lutte contre la

"réforme" des retraites inique du gouvernement, **les étudiants ont bien compris qu'ils seront les premières victimes du sale coup de Sarko-Woerth.**

Alors que le chômage explose, notamment chez les jeunes (23% des moins de 25 ans, soit 1 million de jeunes), on leur promet, avec cette réforme, des difficultés d'insertion supplémentaires puisqu'un million d'emplois ne seraient pas libérés pour les nouvelles générations d'ici 2016. Et en plus, les jeunes devront travailler jusqu'à au moins 69 ans, car la moyenne d'âge d'accès au 1er emploi stable est de 27 ans, suite à l'allongement de la durée des études. Sans compter les très éventuelles périodes de chômage et de travail précaire !

Bref, il ne faut pas croire que, si la droite passait en force, nous pourrions avoir une retraite à taux plein à 62 ans. Avec 80 % des 18-24 ans opposés à la "réforme" des retraites, le gouvernement a de quoi se faire du souci et on comprend mieux maintenant ses concessions faites à la rentrée sur les APL et les bourses étudiantes pour calmer le jeu... Et à ceux qui disent que les lycéens sont

« l'arme du faible », nous répondons qu'ils sont tout à fait capables de penser par eux-mêmes pour leur avenir et celui du pays. **Cette nouvelle mobilisation pourrait bien être un tournant dans le rapport des forces sociales.** Les étudiants ont une plus grande liberté d'action et une spontanéité qui pourraient bien changer la donne

dans les prochains jours. Alors que l'espérance de vie est de 77 ans pour les femmes et de 84 ans pour les hommes, nous oublions souvent un chiffre essentiel : l'espérance de vie en bonne santé qui n'est que de 63 ans pour les hommes.



Alors, **ne nous laissons pas prendre les 2 ou 3 meilleures années de notre retraite !** Face à une droite qui prétend que l'on peut travailler jusqu'à 69 ans, imposons de vraies solutions pour régler le problème du prétendu "déficit".

Finissons-en avec le chômage de masse (4 millions de chômeurs en moins, c'est 10 milliards d'euros de cotisations en plus) ! Supprimons les privilèges accordés par Sarkozy aux plus riches et nous économiserons 173 milliards d'euros ! Mettons tous les revenus à contribution et réglons le problème de la précarité des jeunes ! Pour ce faire, **unissons-nous dans la lutte ! Un seul mot d'ordre : droit à la retraite POUR TOUS à 60 ans sans décote !**

Par Simon PIVETEAU (AF du MJS 64)

La retraite une affaire de jeunes !

S'il y a bien une chose que craint par dessus tout, Sarko-Fillon-Woerth, c'est la mobilisation en masse de la jeunesse sur les pavés, voire avec ! 22 organisations de jeunesse politiques, syndicales, mutualistes et associatives se sont déjà réunies pour former un collectif national dont l'objectif est de défendre le droit à la retraite à taux plein dès 60 ans. Le pouvoir tremble, Fillon accusant même « l'extrême gauche et une partie du PS de vouloir mettre des jeunes de 15 ans dans la rue » ! La droite tente de discréditer les actions des lycéens en affirmant qu'ils sont là uniquement pour sécher les cours. Les jeunes seraient donc manipulés ? Serait-ce donc des individus sans aucun recul, sans aucun esprit critique ? De Gaulle, disait bien que les Français étaient des veaux, alors les jeunes, vous pensez bien...

Ceux qui nous manipulent, ce sont les amis de Sarko qui tentent de laisser un peu plus les vieux au turbin et les jeunes au chômage !

Partout où c'est possible, il faut participer à la construction de l'unité dans la lutte ! Sans elle, rien n'est possible et, avec elle, c'est la voie du succès qui peut s'ouvrir devant nous. Déjà, les collectifs sont présents au sein des AG dans les



universités et dans les lycées pour relayer les revendications unitaires. Et même, si les discussions avec nos partenaires sont parfois vives quand il s'agit de régler les détails d'organisation, nous devons tenir à cette unité comme à la prunelle de nos yeux.

Les revendications centrales du collectif unitaire « *La retraite, une affaire de jeunes* » sont :

- **la validation des années d'études et de formation dans le calcul des annuités ouvrant droit à la retraite**, afin d'offrir à chaque jeune la garantie

de pouvoir étudier sans être inquiété par son avenir, même lointain ;

- **la validation des périodes de stages et la création d'une véritable réglementation contraignante** (rémunération à 50 % du SMIC dès le premier mois, reconnaissance et encadrement dans la formation) ;

la validation des périodes d'inactivité forcée et la prise en compte des situations d'insertion professionnelle d'une jeunesse condamnée de plus en plus, par l'enchaînement de stages, de CDD, d'emplois à temps partiel, de périodes d'intérim ou de chômage, à accumuler des droits à la retraite très incomplets.

En avant ! Les jeunes doivent faire sienne l'idée que nous pouvons gagner !

Par Mehdi DARDOURI (42)

Dernière minute:

La politique du bâton et du bâillon

Alors que la mobilisation s'amplifie, le gouvernement impose des coups de force d'une rare violence sur tous les fronts. Au printemps déjà, il refusait de négocier avec les syndicats, alors que la CFDT avait laissé les portes et les fenêtres grandes ouvertes. Aujourd'hui, il reste sourd aux revendications de millions de manifestants. Il casse le droit de grève en envoyant des CRS et en réquisitionnant les salariés. Ceux-ci goûtent au bâton tandis que le Par-

lement est bâillonné par la Droite . Après le coup de force d'Accoyer à l'Assemblée, c'est au Sénat que le gouvernement impose le vote bloqué. Le gouvernement se moque des contre-propositions, qu'elles viennent des partis de gauche ou des syndicats. La seule alternative, c'est le retrait pur et simple du projet de loi. Et il ne nous reste plus qu'un moyen pour y parvenir: la RUE!

**RENDEZ VOUS LE 28 OCTOBRE
ET LE 6 NOVEMBRE!**

Unité mensuel gratuit publié par l'Offensive Socialiste
Numéro 35 | Octobre 2010
Courriel: offensive.socialiste@gmail.com
Maquette: Johann CESA

Annonce :

Nous cherchons un ou plusieurs dessinateur(s) humoristique(s) afin d'illustrer chaque mois l'actualité dans les colonnes d'Unité. Si vous êtes intéressés, merci de vous faire connaître par courriel (offensive.socialiste@gmail.com) ou de joindre Anthony au 06 19 77 64 08.

Comité de rédaction:

Johann Cesa	(42)
Thomas Chavigné	(31)
Tunjaï Cilgi	(64)
Jean-François Claudon	(75)
Mehdi Dardouri	(42)
Julien Guérin	(77)
Anthony Gratacos	(77)
Laurent Johnny	(43)
Florent Haspel	(42)
Morgan S. Trouillet	(75)
Simon Piveteau	(64)

Retrouvez nous sur:

www.offensivesocialiste.wordpress.com

Sociale-démocratie en crise : un pléonasm

Qu'il soit considéré comme un titre de noblesse ou préféré comme une insulte, le terme de social-démocrate ne laisse toujours pas indifférent. On entend dire tous les jours que la sociale-démocratie est morte, mais elle dirige encore des dizaines de pays et des milliers de collectivités locales en Europe et dans le monde. Drôle de cadavre politique ! Toutefois, prendre au sérieux le phénomène ne doit pas amener à l'élever au rang de substance éternelle. Comme tout corps organisé, la sociale-démocratie évolue. Et force est de constater qu'elle n'a pas le vent en poupe ! Après l'Italie, l'Allemagne, la Hollande, le Royaume-Uni et la Hongrie, c'est au tour des électeurs suédois de sanctionner dans les urnes le SAP qui obtient ses pires résultats depuis 1914... Alors ? La sociale-démocratie de nouveau en crise ?

La sociale-démocratie s'est historiquement forgée comme une mouvance politique s'autonomisant, volontairement ou non, du reste du mouvement ouvrier. A la fin du XIXème, elle s'est progressivement distinguée du mouvement anarchiste. La prise du pouvoir "par tous les moyens, y compris les moyens légaux", comme le disait le vieux Bracke dans la SFIO du début du siècle, apparaissait aux socialistes d'alors comme une nécessité politique primordiale s'opposant au révolutionnarisme utopique des anarchistes. Par la suite, les sociaux-démocrates devinrent ceux qui abandonnaient la perspective révolutionnaire et internationaliste. Ce fut, pendant la Guerre de 14-18, le temps des "sociaux-chauvins" qui appelaient les travailleurs à égorger leurs frères de classe au front pour le plus grand profit de leur propre bourgeoisie. Pour longtemps, le social-démocrate, c'était le "réformiste", le modéré allié aux radicaux et vitupéré par les communistes. Depuis les années 1970 et les recompositions qu'elles suscitérent, le terme de social-démocrate est de plus en plus utilisé au sein des partis éponymes pour distinguer une droite gestionnaire d'une gauche qui n'a pas renoncé à construire un autre monde. Social-démocrate n'est plus l'antonyme d'anarchiste ou de communiste comme par le passé, mais, paradoxalement,

de socialiste. Encore un de ces revirements dont l'histoire a le secret !

De notre côté, nous pensons que la sociale-démocratie est une forme historique déterminée et nécessaire, exprimant les difficultés objectives et subjectives qu'ont les opprimés à s'émanciper du vieux monde et à se frayer un chemin vers le socialisme. La sociale-démocratie est un temps de la conscience humaine, un temps fluctuant fait d'espoirs, d'illusions et de désillusions. Un temps imparfait certes, mais un moment nécessaire qui n'a rien à voir avec la caricature du socialisme que fut le stalinisme, expression de la dégénérescence de la Révolution russe et qui, à ce titre, constitue un moment parfaitement contingent qui aurait pu être évité. Parler de "sociale-démocratie en crise" est en quelque sorte un pléonasm stérile par nature.

Dès la fin du XIXème siècle, la prééminence des positions marxistes dans l'Internationale socialiste était déjà remise en cause par l'offensive révisionniste de Bernstein, partisan au sein du parti allemand d'un réformisme rompant avec la fin révolutionnaire et s'accommodant de l'impérialisme et du nationalisme. Depuis un siècle, pas grand chose de nouveau sous le soleil ! Le monde social-démocrate fluctue entre des phases de réancrage à



gauche et des phases d'adaptation au monde capitaliste que nous combattons.

Que, depuis les années 1980, l'offensive du néolibéralisme ait modifié au sein de nos partis, le rapport de force en faveur de l'adaptation à l'ordre établi est une évidence indiscutable. L'accélération de la mondialisation libérale, l'internationalisation accrue des échanges et la financiarisation de l'économie ont exercé une pression inouïe sur les épaules déjà frêles du mouvement social-démocrate. Cette pression internationale s'est notamment incarnée dans la construction d'une Europe libérale devenue trop souvent la panacée pour une sociale-démocratie en perte de repères. C'était l'époque de la grande transformation néo-industrielle qui a profondément changé le visage de la classe ouvrière. C'était aussi l'époque du reflux syndical. En France par exemple, la CFDT se "recentrait" à toute vitesse à un moment où la CGT n'était encore qu'une courroie de transmission du PCF

ns tout ses Etats

aux ordres de Moscou. C'est alors qu'est né le discours sur le caractère inapproprié, archaïque, voire nationaliste des recettes social-démocrates insistant depuis 1945 sur l'importance des correcteurs aux inégalités sociales et, plus généralement, sur la redistribution des richesses et le rôle de l'Etat.

Pour la première fois peut-être depuis 1900, la sociale-démocratie est en crise parce qu'elle a raison sur le fond ! Se contenter de quelques "réformettes" sociales en période de croissance peut paraître un bilan insuffisant, mais défendre les acquis sociaux en pleine crise du capitalisme est déjà une tâche révolutionnaire, qui pose à terme la question du pouvoir à un niveau supérieur. Les classes dirigeantes s'en prennent partout à la sociale-démocratie, parce qu'elles ne peuvent plus tolérer le moindre empiètement sur LEUR propriété, la propriété privée des moyens de production, quand bien même ce dernier serait négocié par le plus timoré des nôtres. Les véritables sociales-démocraties à la dérive ne sont pas celles que l'on croit. Les PS les plus en difficulté ne sont pas ceux qui tentent encore de frayer pour les travailleurs une voie contre l'ordre établi, mais bien ceux qui ont à tel point renoncé à changer le monde qu'ils trouvent de moins en moins d'appui dans le salariat sans pour autant rallier à eux les clientèles "progressistes" du capitalisme pour qui ils sentent encore le souffre de la lutte des classes. L'avenir de nos partis est à gauche. A nous de le comprendre collectivement !

Social-démocraties européennes : à gauche mais pas trop ...

Il y a une dizaine d'années, une irrésistible vague rose semblait submerger toute l'Europe : des gouvernements socialistes et sociaux-démocrates étaient au pouvoir dans la plupart des Etats de l'Union Européenne. Après la chute du Mur de Berlin, on pouvait légitimement attendre un souffle nouveau : celui d'une gauche ayant tiré les leçons du stalinisme sans se rallier pour autant à l'ordre dominant. Dans le sillage du Manifeste social-libéral promu par Tony Blair et Schroeder en 1999, ces gouvernements tour-

naient cependant le dos à tous les fondamentaux d'une politique en faveur de notre camp. Privatisations, dérégulation des marchés financiers, odes béates à « l'Europe qui protège » : la plupart des socialistes européens se sont alors coulés dans le moule d'une prétendue modernité néolibérale. Cette politique désastreuse a en partie ouvert la voie au renouveau des droites nationalistes, autoritaires et xénophobes que l'on constate partout en Europe depuis quelques années. Electoralement, la plupart des partis socialistes européens ont été sanctionnés dans les urnes par leur base sociale traditionnelle. Ils sont pour la plupart d'entre eux revenus dans l'opposition, où ils sont confrontés à une droite plus agressive que jamais. C'est le cas en Grande-Bretagne ainsi qu'en Allemagne, en Italie ou en Suède : renvoyés à leurs chères études, ces partis sociaux-démocrates réagissent de diverses



manières. En Italie, le lancement du parti démocrate a achevé de liquider les derniers héritages de gauche que l'on trouvait encore quelques années auparavant, et a ouvert un boulevard à Berlusconi et à ses alliés de la Ligue du Nord. L'extrême-gauche, ultra divisée, ne pèse pratiquement pas sur la situation politique

globale...En Grande-Bretagne, toute la presse s'est intéressée à la succession de Brown à la tête des travaillistes, qui a occasionné un duel fratricide entre les deux Milband : elle a présenté la victoire d'Ed, le cadet, comme un tournant à gauche. Né en 1969, issu d'une famille immigrée de Juifs polonais et marxistes, Ed Milband était député en 2005, puis ministre de l'Ecologie. Il n'a jamais émis de réserves notables sur la politique du premier ministre de l'époque. Ed fut même longtemps le protégé de Gordon Brown avant de prendre ses distances au cours de la campagne interne. Il se déclare candidat au poste de leader du parti en mai 2010, dénonce la guerre en Irak, affirme aussitôt vouloir tourner la page du New Labour et reconquérir en priorité les classes populaires. Il se défend cependant avec constance de tout coup de barre vers la gauche et réaffirme sa volonté de réduire les déficits et de ne pas s'opposer en bloc aux conservateurs. Néanmoins, pour l'emporter, il a dû s'appuyer sur la gauche du parti qui demeure

influyente et très implantée dans le mouvement syndical. Ce tournant est certainement une posture destinée à l'emporter en interne, mais après les années terribles du blairisme, c'est un petit signe positif envoyé à toute la gauche britannique et au-delà. Confrontés à une situation sociale difficile et à une droite décomplexée et brutale, beaucoup de sociaux-démocrates européens dans l'opposition sont obligés, par nécessité tactique, de refermer (un peu) la parenthèse sociale-libérale des années 1990 et 2000. Pour reconquérir les salariés désabusés, le blairisme n'est décidément pas la bonne recette...

On le constate aussi en Allemagne où le SPD, qui a gouverné avec la droite pendant quatre ans, tente de reprendre en compte les aspirations des salariés, des syndicalistes et de son aile gauche. Voilà que Sigmar Gabriel, leader du SPD, se met à reparler de hausse de salaires, de salaire minimum, de travailleurs qui n'auraient pas les mêmes intérêts que leurs patrons ! Diantre ! Il faut préciser que Die Linke et ses bons scores dans tout le pays exercent une pression politique forte sur le SPD. Plus que jamais, l'unité de la gauche allemande (SPD, Die Linke, écolos) sur un projet alternatif serait de nature à balayer Merkel, la nouvelle dame de fer du XXI^{ème} siècle... Mais pour le SPD, il faudra aller plus loin et avoir le courage de tourner franchement la page Schroeder. L'ancien chancelier s'est reconverti dans les affaires en devenant le conseiller de la direction de l'entreprise Gazprom, terrible symbole ! Parler des salaires dans l'opposition, c'est bien, mais les augmenter au pouvoir aurait été mieux !

C'est là tout le problème de ces tournants à gauche en trompe-l'œil, d'autant plus quand les socialistes grecs, espagnols et portugais au pouvoir mettent en place de brutales politiques d'austérité n'ayant rien à envier à celles des libéraux.

Comment sortir de cette situation ? En faisant du PSE un véritable parti politique, un parti où les congrès ne soient plus des réunions du Rotary mais de véritables débats où les courants de gauche puissent peser ensemble, en étant présents dans les luttes et en encourageant partout l'union de toute la gauche autour de solutions socialistes à la crise!

Le contre-exemple sud-américain

Alors que la gauche piétine dans toute l'Europe, elle avance dans toute l'Amérique latine. Depuis une dizaine d'années, une vague antilibérale déferle sur le continent de Bolivar et Allende. Ces Etats, qui furent le laboratoire des politiques capitalistes du FMI et de la Banque mondiale, ont connu de puissantes mobilisations populaires qui ont fait éclore de nouveaux dirigeants. Les masses boliviennes, vénézuéliennes, équatoriennes montrent

le chemin au monde entier et défient l'impérialisme aux portes de l'Empire Etasunien ! Refondation démocratique, partage des richesses, nationalisation des ressources naturelles, unification politique et économique du sous-continent : les gauches au pouvoir en Amérique latine dessinent de nouvelles perspectives pour tous ceux qui ne se résignent pas à la société actuelle.

Malgré de réelles déceptions et une politique sociale-libérale affirmée, Dilma Rouseff, candidate du PT, devrait succéder à Lula à la présidence du Brésil. Néanmoins, la poussée de la candidate écologiste et les mises en garde du Mouvement des sans-terres et de plusieurs syndicats sont des éléments à prendre en compte. Au Venezuela, la coalition d'Hugo Chavez a remporté les élections législatives au début du mois. C'est une énième consultation démocratique gagnée par les chavistes mais une partie de la gauche européenne continue à présenter ce régime comme une vulgaire dictature. Nous devons défendre le processus révolutionnaire avec vigueur, montrer les avancées sociales immenses sans pour autant tomber dans béatitude totale devant Chavez. En Bolivie, le président Morales, ancien leader syndicaliste des producteurs de coca, doit faire face aux mêmes tentatives de déstabilisation que ses voisins d'Equateur et du Venezuela, mais il continue de mettre en œuvre une politique favorable aux travailleurs en abaissant par exemple l'âge de départ en retraite de 65 à 58 ans alors qu'en France, cinquième puissance mondiale, Sarko nous explique qu'il faudrait travailler plus. Dans ce rapide panorama de la gauche latino-américaine, il y a quelques ombres notoires au tableau. Au Chili, la capitulation des socialistes devant le centre en 2009 a ouvert la voie à l'élection d'un homme venu de la droite ultralibérale et héritière des sombres heures de Pinochet. La tentative avortée de mutinerie de la police équatorienne contre le Président Corréa, les mouvements réguliers de troupe en Colombie et surtout le coup d'Etat de 2009 au Honduras ont montré que les régimes progressistes n'étaient pas à l'abri d'une contre-offensive brutale des classes dirigeantes soutenues par l'impérialisme.

Socialisme rime avec internationalisme ! Un de nos premiers devoirs est donc de défendre les régimes de gauche latino-américains, de populariser leurs réalisations à une échelle de masse et de s'inspirer de leur volonté d'avancer vers la République sociale en s'appuyant sur les travailleurs en mouvement.

***Dossier réalisé par Jean-François CLAUDON(75)
et Julien GUERIN (77)***

Les 4 mensonges de la Droite:

Depuis le dépôt de ce projet de loi, la Droite nous assène de contre-vérités qui n'ont au final qu'un seul objectif: nous faire avaler la pilule.

1) « *Nous vivons plus longtemps, 1 trimestre de plus par an depuis 50 ans, il est normal de travailler plus.* » **FAUX.** C'est l'espérance de vie en bonne santé dont il faut tenir compte, et là c'est 64 ans pour les femmes, 63 ans pour les hommes 59 ans pour les ouvriers.

2) « *Nous avons aujourd'hui 1,8 cotisants pour 1 retraité, et ce ne sera plus que 1,2 cotisants dans quelques années, on ne pourra plus financer notre système de retraites* » **FAUX.** Calculer comme cela c'est nier la croissance et le partage des richesses. Même avec une croissance faible, le PIB va doubler en 50 ans. Le « 1,2 » devient alors 2,4 coti-

sants pour un retraité. Qu'il double ne suffise pas, il faut mieux répartir les richesses pour les salariés pour au final augmenter le rendement des cotisations.

3) « *Tous les pays européens ont repoussé l'âge légal de la retraite, nous sommes dans le même cas de figure qu'eux.* » **FAUX.** Dire cela c'est nier que notre taux de fécondité de 2,09 enfants par femme est bien supérieur aux autres: 1,6 en moyenne dans l'UE. Et puis, c'est pas parce que les autres ont régressé socialement qu'on doit faire pareil !

4) « *Nous ne voulons pas baisser le montant des pensions* ». **FAUX.** Les contre-réformes successives depuis 2003 ont fait baisser les pensions d'en moyenne 22%. Il est toujours plus difficiles de valider tous ses trimestres et ce n'est pas la réforme Sarko-Fillon-Woerth qui va arranger les choses en augmentant la durée de cotisations !

35, 60, 1600, 20 :

Le débouché politique d'une gauche unie

Toute la gauche doit s'unir autour d'un programme commun, sans bla-bla sur les valeurs et autres envolées lyriques mais se concentrant sur quelques propositions concrètes capable de redistribuer les richesses. L'ampleur des manifestations démontrent (s'il le fallait) que la question sociale sera au cœur des prochains débats électoraux. Pour répondre aux aspirations sociales des salariés, il faut parler à leur porte-monnaie, leur indiquer que ce sont eux qui toucheront une part plus importante des richesses qu'ils produisent.

35: Respect des 35 heures, rétablissement des deux jours de repos consécutifs et recours aux heures supp' plus chère que l'embauche d'un nouveau salarié.

60: Pour une retraite à 60 ans sans décote pour tous, 37,5 annuités de cotisations public-privé.

1600: Hausse des salaires! SMIC à 1600€. De l'argent, il y en a dans les caisses privées, il faut juste le reprendre et le redistribuer. Augmenter les salaires, c'est aussi renflouer les caisses de la sécu pour financer la santé et les retraites.

20 : Aucun revenu supérieur à 20 fois le SMIC. Pas de retraites-chapeaux, parachutes dorés, et autres stock-options qui piquent, chaque jour, un peu plus dans les richesses produites par les 23 millions de salariés !

UNITE

Tract du Numéro 35
Octobre 2010

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Même votée, on ne lâchera rien !!!

À TAUX PLEIN
PAS UN AN DE PLUS,
PAS UN EURO DE MOINS !

Dans la tourmente de la crise du capitalisme qu'ils ont eux-mêmes provoquée, les traders et des banquiers n'ont plus qu'un recours : les gouvernements à leur solde. Leur but: imposer la capitalisation pour que la manne des cotisations cesse d'échapper aux lois du marché et devienne enfin une marchandise comme une autre, sur laquelle il soit possible de spéculer. Et, pour que les salariés acceptent de risquer leur « mise » au casino de la bourse, encore faut-il que les retraites par répartition ne permettent plus de joindre les deux bouts. C'est pour cela qu'en France, les spéculateurs ont exigé de la clique de Neuilly qu'elle mette fin à la retraite à 60 ans et rallonge la durée de cotisation, ce qui garantirait la dévalorisation de nos pensions.

Pas touche aux milliards des caisses de retraite ! Ils sont le fruit du salaire socialisé !

Ils nous reviennent de droit ! Ils n'iront pas nourrir le casino des banqueroutiers !

Retrait pur et simple du projet de loi !